

COMMUNICATION SUR LE PROGRÈS 2013



Engagement du Groupe REM dans l'intégration des dix principes du Pacte Mondial des Nations Unies



CONTACT :

Nathalie BEN HAÏM

01 49 19 81 70 - 06 82 97 87 31

nathalie.benhaim@rem-surete.com

Rem
Zone Cargo 4 – BP 18221
15, rue de la belle Borne – Tremblay-en-France
95703 Roissy CDG Cedex

SAS au capital de 37000 euros
RCS Bobigny 414 065 573
N° de TVA intra FR 84 414 065 573
Tél. + 33 1 49 19 81 79

**Organisation des Nations Unies
Monsieur Ban-Ki MOON
Secrétaire Général
Global Compact Office
NY 10017
NEW YORK**

Roissy CDG, le 25 mai 2014

Renouvellement de l'engagement du Groupe REM au Pacte Mondial

Honorable Secrétaire Général,

Nous sommes heureux de confirmer que le Groupe REM soutient les dix principes du Pacte Mondial des Nations Unies concernant les droits de l'homme, les normes internationales du travail, la protection de l'environnement et la lutte contre la corruption.

Nous tenons également à vous exprimer notre forte volonté de faire progresser ces principes dans notre domaine d'influence en nous engageant à les intégrer dans la stratégie de notre compagnie, sa culture commerciale et ses modes opératoires.

Nous nous engageons également à faire une déclaration claire et publique sur ce sujet et à en informer nos employés, nos partenaires commerciaux et nos clients.

Dans notre logique de responsabilité et de transparence, nous rendrons publics les résultats de nos actions en faveur de la bonne application des dix principes du Pacte Mondial et ce, chaque année. Nous avons une pleine conscience des défis à relever et en ce sens, nous nous inscrivons chaque jour dans une démarche d'amélioration.

Vous renouvelant l'assurance de notre engagement, nous vous prions d'agréer, Honorable Secrétaire Général, l'expression de nos sentiments respectueux et dévoués.



Rémi ARBONVILLE
Président



COMMUNICATION SUR LE PROGRÈS 2013

Entreprise signataire depuis le 05 janvier 2012 et connue précédemment sous la dénomination « REM Sûreté », le Groupe REM confirme son soutien aux dix principes du Pacte Mondial, relatifs aux droits de l'homme, aux normes internationales de travail, à la protection de l'environnement et à la lutte contre la corruption.

L'initiative des Nations Unies correspond pleinement à la culture d'entreprise du Groupe REM et aux valeurs soutenues par son équipe dirigeante et l'ensemble de ses collaborateurs. La volonté de l'entreprise est de pouvoir, à son humble mesure, contribuer au respect et à la mise en œuvre de ces dix principes dans sa zone d'influence. Principes qui découlent de :

- ✓ la Déclaration universelle des droits de l'homme ;
- ✓ la Déclaration de l'Organisation du Travail relative aux principes et droits fondamentaux au travail ;
- ✓ la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement ;
- ✓ la Convention de des Nations Unies contre la corruption.





Dans le cadre de sa deuxième Communication sur le Progrès, le Groupe REM présente les actions réalisées au cours de l'année 2013. Les principes illustrés sont :

DROITS DE L'HOMME	
Principe 1	Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme.
Principe 2	Les entreprises sont invitées à veiller à ne pas se rendre complices de violations des droits de l'homme.
NORMES INTERNATIONALES DU TRAVAIL	
Principe 4	Les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination du travail forcé ou obligatoire.
Principe 6	Les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession.
ENVIRONNEMENT	
Principe 7	Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution aux problèmes touchant à l'environnement.
Principe 8	Les entreprises sont invitées à prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.
Principe 9	Les entreprises sont invitées à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.
LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	
Principe 10	Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

À propos du Groupe REM

Le Groupe REM capitalise sur une expertise reconnue de près de 20 ans dans le domaine de la sûreté aéroportuaire. Nos activités s'articulent autour de quatre pôles de compétences complémentaires. Ce mode opératoire permet à nos clients de pouvoir s'appuyer sur une offre globale de services, en réponse à leurs nombreuses problématiques de sûreté.

Les pôles de compétences du Groupe REM :

 <h3>REM CONSEIL</h3> <ul style="list-style-type: none"> • Audit, conseil et assistance en sûreté aéroportuaire auprès des compagnies aériennes, agents habilités, chargeurs connus, fournisseurs connus, etc. • Elaboration et gouvernance des référentiels sûreté. • Traitement des anomalies et aide à la mise en place des actions correctives. • Aviation Security Independent Validators EU ACC3. • Externalisation de la fonction Sûreté. 	 <h3>REM CONSEIL SÉCURITÉ</h3> <ul style="list-style-type: none"> • Accompagnement dans toutes vos problématiques liées aux matières dangereuses. • Conseillers Sécurité externe pour vous mettre en conformité avec la réglementation nationale (transport des matières dangereuses par route). • Radioprotection - PCR (Personne Compétente en Radioprotection). Obtention des autorisations et suivi des mesures annuelles. • Accompagnement pour l'obtention de l'agrément OEA (Opérateur Economique Agréé).
 <h3>REM FORMATION</h3> <ul style="list-style-type: none"> • Centre de formation implanté au cœur de la Zone de fret de Roissy CDG. • Toutes les formations réglementaires en sûreté aéroportuaire dispensées par des formateurs qualifiés et/ou certifiés DGAC. • Formations DGR, Permis Piste, Palettisation et Arrimage, EPI, PRAP, CACES, etc. • Formation professionnelle des agents de sûreté aéroportuaire : CQP-ASA. • Formations spéciales en secourisme. 	 <h3>REM DISTRIBUTION</h3> <ul style="list-style-type: none"> • Distributeur exclusif du REM Badge, le porte-badge 4 en 1. • Vente de vêtements, chaussures et équipements de sécurité personnalisables. • Vente de vêtements pour personnels d'accueil personnalisables. • Location, vente d'équipements (scanners, X-Ray, portiques, etc.).
<h3>Valeur ajoutée et chiffres-clés</h3>	
<ul style="list-style-type: none"> • De taille humaine, le Groupe REM garantit une approche qualité de ses métiers et s'inscrit auprès de ses clients dans une démarche constante de proximité, d'écoute et de réactivité. 	<ul style="list-style-type: none"> • Plus de 17 années d'expérience dans le domaine du conseil et de la formation appliqués au domaine de la sûreté aéroportuaire. • Partenaire de confiance plébiscité par plus de 400 clients. • 15 000 formations dispensées par an.

DROITS DE L'HOMME

Principe n° 1 : Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme.

Principe n° 2 : Les entreprises sont invitées à veiller à ne pas se rendre complices de violations des droits de l'homme.

Le Groupe REM adhère sans équivoque aux principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme de décembre 1948.

Exerçant principalement son activité en France, le Groupe REM applique stricto sensu la législation française, notamment la Constitution française de 1958 toujours en vigueur, dans laquelle les droits de l'homme ont été intégrés.

Plus précisément en 2013, le Groupe REM s'est doté au second semestre d'un **comité d'éthique** porté par la volonté forte de son président. Réunissant ce dernier, un salarié cadre et un salarié employé, ce comité d'éthique a vocation d'établir des règles de comportement au sein de l'entreprise. Plus précisément, il veille scrupuleusement :

- **à promouvoir le respect de l'individu** et le maintien de son intégrité et de sa dignité en s'assurant que le milieu et les relations de travail soient exempts de toute forme de harcèlement, de comportement agressif ou d'atteinte à la vie privée ;
- **à assurer un cadre de travail sûr et sain** pour chaque collaborateur en prenant toutes les mesures de prévention des risques sanitaires et professionnels ;
- à œuvrer à l'amélioration des **conditions de travail**.

La mise en place de ce comité d'éthique a fait l'objet d'une communication en interne auprès des salariés. Considérant cette initiative comme un nouvel outil de transparence, l'accueil a été des plus positifs.

Parallèlement, le Groupe REM a continué de contribuer, dans sa sphère d'influence, à promouvoir les dix principes du Pacte Mondial :

- **en communiquant en interne** auprès de son personnel, qu'il soit permanent ou occasionnel sur **les missions du Pacte Mondial**, la démarche d'adhésion volontaire de l'entreprise et ses obligations vis-à-vis de l'organisation, des partenaires extérieurs directs, clients et fournisseurs ;

- **en maintenant sur son site Internet** www.surete.com un onglet dédié au Pacte Mondial lui permettant de **sensibiliser ses différentes audiences**. Considérant le changement de raison sociale de l'entreprise, un nouveau site internet Groupe REM verra le jour au 2^{ème} semestre 2014. Au regard de l'arborescence retenue avec les développeurs web, une large place sera consacrée au Pacte Mondial et à la démarche d'amélioration continue de notre entreprise ;



- Pour en savoir plus : [REM Sûreté, signataire du Pacte Mondial](#)
- en renforçant son engagement auprès du Pacte Mondial. Depuis 2013, le Groupe REM est **adhérent à l'association française Network France Pacte Mondial** et entend renouveler chaque année sa contribution afin de soutenir cette initiative pertinente ;
- en participant autant que faire se peut, aux **conférences et ateliers proposés par le Network France du Pacte Mondial**. En effet, en tant que PME de 12 salariés, nous n'avons pas toujours les ressources disponibles pour pouvoir assister à ces différentes manifestations. Néanmoins, nous considérons qu'il est de notre responsabilité que d'y participer à minima afin de favoriser le partage des bonnes pratiques au sein de notre entreprise mais également auprès de notre sphère d'influence.



CONDITIONS DE TRAVAIL

Principe n° 4 : Les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination du travail forcé ou obligatoire.

Principe n° 6 : Les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession.

Le Groupe REM s'est attaché, depuis sa création, à **bâtir un cadre professionnel exempt de toute forme de travail forcé ou obligatoire**. Une application sans faille maintenue en 2013 avec l'intégration de nouveaux collaborateurs. Chacun s'est vu remettre un contrat de travail en bonne et due forme (descriptif du poste occupé, termes et conditions de travail, conditions de résiliation).

Le traitement même de tout collaborateur s'est opéré de la manière la plus équitable et égale qui soit (versement du salaire en temps et en heure, travail 5 jours sur 7, entretien annuel individuel pour un point de situation sur l'année écoulée et pour préparer l'année à venir de façon plus sereine, poste de travail, ligne téléphonique et outils dédiés).

A ce jour, tous les salariés du Groupe REM sont couverts par une **convention collective**, mise à jour régulièrement selon la législation en vigueur et **à disposition de tout employé sans restriction aucune**.

Dans les faits en 2013, le Groupe REM a également continué de faire de **l'égalité des chances et de la non-discrimination** les piliers de sa politique de ressources humaines :

- en recrutant en mai 2013 une personne en CDI et à temps plein au poste d'assistante administrative. Ce recrutement a permis à cette nouvelle collaboratrice de **mettre un terme à une période de chômage dite de longue durée** (*NDLR : information délivrée avec l'accord de l'intéressée*), d'acquérir de nouvelles compétences et de découvrir un nouvel environnement professionnel ;
- en recrutant en juillet 2013 une personne au poste d'Assistante de Direction en CDI. Ce recrutement a permis à cette collaboratrice, atteinte d'une affection de longue durée, de **renouer avec le lien social et le monde de l'entreprise** (*NDLR : information délivrée avec l'accord de l'intéressée*). Une initiative qui va dans le sens du « *Plan Cancer National 2014-2019* », faisant du « Droit à l'oubli et à la non-discrimination à l'emploi » une des priorités nationales.
- en poursuivant notre collaboration avec un formateur vacataire senior (statut employé vacataire) ayant pris sa retraite en août 2013. Grâce à cette initiative, nous pouvons continuer de capitaliser **sur l'expérience d'un formateur senior, riche d'enseignement pour l'équipe**, tout en lui permettant, selon son souhait exprimé, de continuer d'exercer partiellement une activité professionnelle.

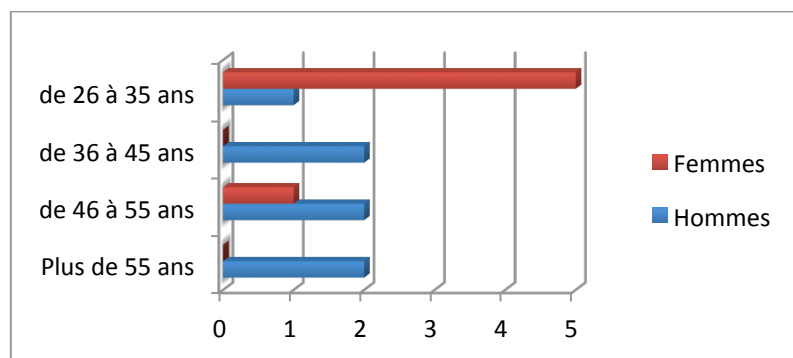
- en continuant de soutenir **la professionnalisation de ses collaborateurs** :
 - ✓ formation de professionnalisation à la sûreté aéroportuaire auprès de l'ENAC (Ecole Nationale de l'Aviation Civile) ;
 - ✓ formation en radioprotection – PCR (Personne Compétente en Radioprotection).

Plus généralement, le Groupe REM s'efforce de respecter l'application du principe de non-discrimination dans toutes les étapes de gestion des ressources humaines.

Notre entreprise est ainsi représentative de nombreuses diversités :

- à ce jour, plus de **cinq nationalités différentes** sont représentatives de l'identité même du Groupe REM, basée sur la tolérance, l'écoute et le partage... Ce qui en fait assurément toute sa valeur intrinsèque et sa richesse ;
- nous ne recrutons jamais dans un seul et même vivier. Bien au contraire, nous parions sur **l'éclectisme des origines et des parcours professionnels** comme véritable valeur ajoutée : autodidactes, universités, écoles d'ingénieurs, Armée, etc. ;
- toutes les tranches d'âges sont représentées, allant de **26 à 62 ans** ;
- dans un secteur considéré comme masculin, le Groupe REM dénombre **50% d'hommes et 50% de femmes** en 2013 ;
- l'âge moyen des collaborateurs du Groupe REM est de 41,5 ans.

PYRAMIDE DES AGES DU GROUPE REM



ENVIRONNEMENT

Principe n° 7 : Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution aux problèmes touchant à l'environnement.

Principe n° 8 : Les entreprises sont invitées à prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.

Principe n° 9 : Les entreprises sont invitées à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

Le Groupe REM sensibilise ses collaborateurs, ses clients et ses partenaires au Développement Durable et les accompagne dans l'évolution de leurs pratiques. En tant que PME dont l'activité est le service, nous utilisons peu de consommables et ne sommes pas confrontés, comme le monde industriel, à la problématique du traitement des déchets. Néanmoins, nous considérons **qu'il est du devoir de chacun que de chercher à réduire son empreinte dès que cela peut s'avérer possible.**

Dans les faits en 2013 :

- nous continuons de privilégier en interne et externe tous nos **échanges via des technologies de partage** (messagerie électronique, workflow, bases de données, etc.) ;
- la sensibilisation de nos clients à la **dématérialisation des documents** pour l'activité de notre pôle « Formation » est bien perçue. Ainsi, l'envoi par voie électronique des feuilles de présence, attestations de stage et factures devient le mode opératoire le plus courant. Lancée en 2011, cette initiative nous permet cette année encore de faire l'économie de près de 45 000 feuilles de papier (hors frais d'envoi et d'affranchissement). Une démarche étendue à d'autres documents (salaires, déclarations obligatoires, etc.) ;
- le changement de notre identité visuelle et de notre raison sociale nous ont également conduits à revoir notre **politique d'achat responsable en matière de communication**. Ainsi, nous avons veillé à ce que les nouveaux travaux d'impression soient réalisés par des imprimeurs engagés dans une démarche de Développement Durable, sélectionnés en fonction de leur labellisation et de leur certification (Imprim'vert, certification PEFCTM, etc.) ;
- Plus encore, 2013 a été l'année du « **déménagement responsable** ». Les équipes du Groupe REM s'étant étoffées en 5 ans, nous étions dans l'obligation de louer des bureaux dans deux bâtiments distincts. La fin du bail d'un de ces bâtiments a été l'opportunité de déménager. Nous avons rejoint des locaux aménagés dans une nouvelle zone d'activité, en adéquation avec nos convictions environnementales.

Ainsi, la moitié de notre équipe a pu rejoindre un **bâtiment classé « HQE - Haute Qualité Environnementale »**, doté notamment de détecteurs automatiques de présence pour l'extinction des lumières, gestion automatisée du chauffage, etc. Notre objectif étant, à terme, que tout le personnel de notre entreprise, puisse évoluer au sein du même environnement de travail.

- Par ailleurs, si nous avons priorisé la vaisselle en verre pour nos équipes, il était cependant difficile de pouvoir retenir cette option pour les 15 000 stagiaires que nous accueillons chaque année. Néanmoins, nous n'avons pas hésité en 2013 à changer de fournisseur de distribution de boissons chaudes et froides, à même de nous proposer une **solution de gobelets et de poubelles adaptés aux opérations de recyclage**.
- Enfin, nous avons également été soucieux de reconsidérer l'implication, en termes d'éco-responsabilité, des différents **fournisseurs d'accès Internet**. Et naturellement, le renouvellement de nos contrats s'est effectué notamment au regard de la **pertinence de leur politique « Serveurs Green IT »**.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Principe n° 10 : Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

Conformément à la loi française et à l'éthique de la société, **le Groupe REM se refuse à tout acte de corruption**, qu'il s'agisse de corruption passive ou de corruption active.

Cette position n'exclut pas quelques gratifications (cadeaux de fin d'année) accordées à des clients; la valeur reste cependant symbolique et ne peut, en aucun cas, influencer une décision commerciale.

Pour autant, et dans la logique du Comité d'Ethique instauré en 2013, le GROUPE REM entend pour 2014, s'engager dans un axe de progrès, en se dotant d'un manuel de conduite des affaires, applicable à :

- ses salariés,
- ses partenaires,
- ses fournisseurs.

Cet engagement de progrès, actuellement en cours de rédaction, sera inscrit dans notre prochaine COP 2014 et sera également repris, dès publication, sur notre site internet pour une meilleure visibilité et affirmation de nos valeurs.